GENÈVE INTERNATIONALE

Bulletin de l'intergroupe parlementaire



ÉDITO

Elisabeth Schneider-Schneiter
Conseillère nationale

Expertise et confiance suisses à l'ère de l'incertitude

L'Appel de Paris « pour la sécurité de l'intelligence artificielle » a été entendu loin à la ronde. Les patrons de la tech l'ont signé, annonçant leur bonne volonté de réguler eux-mêmes la technologie qu'ils ont créée. Initiative appréciable, mais c'était peut-être le plus facile. À Genève, en juin prochain, le Sommet mondial de l'IA abordera le plus difficile : comment gouverner concrètement ce vaste monde de l'IA, à la fois riche de promesses magnifiques et source de dangers dont on commence à prendre conscience. L'implication de l'IA dans tous les domaines de l'activité humaine incite désormais à la prudence et les concepteurs de l'IA eux-mêmes s'en soucient. La question de la sécurité de cet outil et la mise en place de garde-fous s'imposent comme une exigence fondamentale pour tous les acteurs et les utilisateurs de l'IA. Sous peine de voir le système un jour imploser.

Et c'est sans doute dans ces domaines que la Suisse a le plus à proposer en termes d'expertise. Notre pays est devenu une plaque tournante de l'IA grâce à sa force d'innovation, ses supercalculateurs et sa diplomatie. Ses instituts de recherche, dont l'EPFZ et l'EPFL, jouent un rôle essentiel. Ce n'est pas un hasard si les institutions techniques de l'ONU sont installées à Genève et si les standards mondiaux de la vie en commun y ont été définis, notamment ceux concernant les technologies de l'information. C'est dans le bassin lémanique que la Trust Valley, pôle de compétences en matière de confiance numérique et de cybersécurité, est née.

La Suisse offre plus encore : la confiance. Pas suspecte d'intentions impérialistes, neutre, reconnue pour son expérience de la médiation et la stabilité de ses institutions, elle est particulièrement qualifiée pour relever ce nouveau défi. Le monde peut compter sur elle pour gérer habilement et avec sérénité les ambitions de tous. Il va falloir se mettre d'accord sur ce qui est acceptable, respectueux de l'homme, et juste. Imaginer le lieu, l'agence peut-être, où l'on assurera le suivi du Sommet, affinera les standards, définira les priorités et s'entendra sur les outils nécessaires à la bonne marche d'un monde imprégné d'intelligence artificielle. C'est à Genève que les États, les entreprises et la société civile ont l'opportunité de convertir les intentions les plus louables en de véritables programmes d'action. ■



L'ENJEU

La force des clusters

Un monde « hors de ses gonds ». La formule de Shakespeare a beaucoup servi les commentateurs de la géopolitique, elle inspire désormais les experts de l'intelligence artificielle, déroutés par des effets indésirables et inattendus. L'IA a d'abord séduit, se révélant un outil d'une efficacité redoutable, propre à améliorer le bien-être, elle nourrit aujourd'hui les pires inquiétudes.

Agents IA qui prennent des initiatives stupéfiantes et échappent à leurs programmateurs. Attaques hybrides engagées par des États pour déstabiliser leurs adversaires. Données sensibles volées dans les administrations, les hôpitaux. Prise de contrôle à distance d'infrastructures cruciales. Recours à l'IA pour conduire des cyber-attaques. Robots tueurs lancés sur le champ de bataille. L'IA peut se révéler une arme de destruction massive, cruelle, sans affect. Qu'elle puisse décider seule un jour de la vie des humains a de quoi effrayer. Elle n'a pas la capacité aujourd'hui de mettre en danger l'humanité, pas encore, mais les experts ne l'excluent pas à l'avenir. L'emblématique patron d'Anthropic, Dario Amodei, a surpris tout le monde il y a peu en invitant ses pairs à ralentir le développement de l'IA.

La Genève internationale n'a pas attendu les incidents les plus récents pour travailler sur les dangers de l'IA. Que ce soit dans les domaines du droit, de la sécurité ou de la préservation de la paix. Les organisations internationales et les ONG bénéficient d'un capital de confiance qui se traduit au quotidien par la mise en place de normes internationales. Il y a quelques mois, le sommet IA for Good, sous l'égide de l'UIT, a déjà avancé sur la réflexion, défini le besoin de gouvernance et créé la Commission mondiale de IA for Good qui réunit plus de 40 membres – des CEO aux chefs d'État et de gouvernement ainsi que des dirigeants des Nations Unies. Le CICR met en place un emblème numérique. Ce qui est nouveau ici, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de garantir la sécurité des données sur le seul plan technique, mais de concrétiser le droit international sur les réseaux. Cette croix rouge sur fond blanc que l'on s'est habitué à voir flotter sur tous les terrains du monde sera bientôt doublé d'un symbole numérique. Il actera que le droit international est aussi présent sur les fronts numériques.

À Genève encore, le Groupe d'experts gouvernementaux (GEG) des Nations Unies sur les systèmes d'armes létaux autonomes (SALA) travaille sur les enjeux éthiques et le droit humanitaire. Le GESDA, le Geneva Science and Diplomacy Anticipator, anticipe les conséquences de l'IA sur les relations diplomatiques. Il faut y ajouter l'UNESCO, le PNUD, l'OMPI, l'OMC. Les clusters d'excellence sont

nombreux dans toute la Suisse, comme les centres de recherche de l'EPFZ et de l'EPFL. Le Conseil fédéral a nommé Fabiola Gianotti sa déléguée pour le sommet, une ex-directrice du CERN, marquant ainsi sa volonté d'associer à la préparation du sommet toutes les forces du pays. « Aucun pays ne peut relever seul les défis numériques tels que les risques liés à l'IA, la cybersécurité ou même la durabilité spatiale. Genève a démontré sa capacité à transformer la compétition en coopération grâce à sa neutralité, son écosystème multipartite et son pouvoir de rassemblement », nous confiait il y a quelques semaines Doreen Bogdan-Martin, secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications. En juin, la Suisse et Genève seront au centre du jeu. L'opportunité de jouer un rôle décisif dans la suite des discussions. ■

GENÈVE TRAVAILLE POUR LE MONDE

Une expertise technique à tous les niveaux

Si le siège de New York accueille les organes politiques de l'ONU, tels que le conseil de sécurité et l'Assemblée générale, Genève rassemble une multitude d'acteurs du terrain, des compétences pratiques et des synergies pour agir face aux problèmes mondiaux. Alors que l'IA impacte tous les domaines, cette expertise technique est un apport essentiel pour discuter de gouvernance. Afin de visualiser cet écosystème, le Digital Geneva Atlas propose une vaste cartographie des acteurs de la politique et de la gouvernance numérique à Genève. Il offre une couverture approfondie des activités de plus de 50 acteurs. ■

11
pôles d'expertise sont traités depuis Genève

10
technologies, telles que l'IA, internet, ou le quantique, sont suivies par des organisations présentes à Genève

10
enjeux liés aux technologies sont traités depuis Genève (cybersécurité, gouvernance des données...)



Anna Fontcuberta i Morral
Présidente
EPFL

L'INVITÉE

Rendre l'IA utile, sûre et accessible

Que peut proposer le Sommet de Genève 2027 par rapport au récent Appel de Paris ?
Il est encourageant de voir les principaux acteurs de l'IA reconnaître leur responsabilité dans le développement de ces technologies et s'engager en faveur de principes communs. De telles initiatives contribuent à renforcer la confiance et à faire progresser les bonnes pratiques. Cependant, l'ampleur des transformations induites par l'IA appelle une réflexion collective qui associe non seulement les entreprises, mais aussi les pouvoirs publics, le monde académique, les organisations internationales et la société civile. L'objectif est de s'assurer que le développement de l'IA reste au service de l'humain, en accord avec nos valeurs et nos priorités de société. C'est dans cet esprit que le Sommet de Genève réunira des acteurs d'horizons différents afin de faire avancer les discussions sur la gouvernance, les standards de sécurité, les infrastructures et les conditions permettant une innovation responsable. Une attention sera portée aux impacts sur les individus, les institutions et nos sociétés. L'ambition est de contribuer à l'émergence d'un cadre de confiance qui accompagne le développement de l'IA, favorise son adoption éclairée et permette de bénéficier de son potentiel en toute sécurité, transparence et responsabilité.

La Genève internationale est-elle en mesure de mettre en place un mode de gouvernance de l'IA ?
La Genève internationale est particulièrement bien placée pour contribuer à l'émergence d'un mode de gouvernance de l'IA. Elle joue déjà un rôle de premier plan et fait figure de référence mondiale dans la création de mécanismes de régulation et de coordination internationale autour des grands enjeux globaux. Le Sommet s'inscrit dans cette tradition. S'il est encore prématuré de parler de la création d'une autorité mondiale de régulation, les travaux menés à Genève seront une base solide pour faire émerger des solutions ambitieuses et largement reconnues.

Comment la Suisse peut-elle s'assurer une indépendance numérique alors que les géants de la tech détiennent les IA les plus puissantes et qu'ils dominent le marché ?
Il existe aujourd'hui une grande diversité d'applications de l'IA pour lesquelles des modèles plus légers, spécialisés et transparents, sont non seulement suffisants, mais souvent plus efficaces. Toutes les utilisations de l'IA ne nécessitent pas le recours aux modèles les plus puissants. De nombreux besoins des entreprises, des administrations ou des institutions peuvent être couverts par des modèles conçus pour des tâches spécifiques, avec des exigences bien moindres en calcul, en énergie et en données. C'est précisément dans cet espace que la Suisse et l'Europe disposent d'atouts majeurs. L'exemple d'Apertus montre qu'il est possible de développer des modèles ouverts, adaptables et fiables, répondant aux besoins concrets des utilisateurs tout en garantissant davantage de transparence et de maîtrise des données. L'enjeu n'est donc pas seulement de poursuivre la course à la taille des modèles, mais aussi d'innover dans la manière de les rendre utiles, sûrs et accessibles. ■

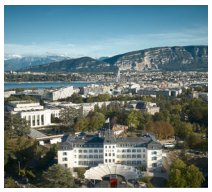
LES ACTUALITÉS



Mobilisation contre les menaces cyber

L'affaire de tous. Politiques, entreprises, scientifiques se sont retrouvés à Berne dans le cadre de la Conférence nationale sur la cybersécurité. Une mobilisation indispensable à l'heure où l'IA dope les attaques de toutes sortes.

Plus d'informations ici



En temps de guerre, tout n'est pas permis

Dans un monde marqué par les guerres et le rejet du droit international, la Suisse et le CICR ont réuni une centaine d'États à Genève pour défendre les principes du droit humanitaire et le renforcer face au développement des nouvelles technologies.

Plus d'informations ici.



La Suisse, le pays le plus innovant au monde selon l'OMPI

La Suisse se place devant près de 140 pays analysés par l'indice mondial de l'innovation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, notamment grâce à la collaboration étroite entre économie et recherche.

Plus d'informations ici.

Genève internationale
Bulletin de l'intergroupe parlementaire
N°13 | Décembre 2026

www.fondationpourgeneve.ch
IG_Geneve_internationale@fondationpourgeneve.ch

© Fondation pour Genève